

# LE FUTUR DU TRAVAIL

Ettore Gelpi

“Tout ce qui est vivant tend à la paresse. D’autre part, la paresse est le principal stimulant du travail, car c’est seulement à travers le travail que l’on peut atteindre la paresse.” La pensée complexe est indispensable pour saisir la nature du travail, qui est au centre de la vie de l’homme, et qui n’est pas la finalité de sa vie.

Hier comme demain, la transformation du travail a eu ses origines dans des révolutions sociales, économiques, politiques, culturelles, scientifiques et technologiques. Toute unidimensionalité dans la recherche pour le futur du travail est trompeuse. La globalisation de l’économie a aujourd’hui des implications majeures sur l’évolution du travail, mais celle-ci est un projet idéologique et économique, qui peut s’achever, comme d’autres dans l’histoire de l’homme. Le futur du travail nécessite une lecture pluriculturelle, pluridisciplinaire et attentive aux projections des données fortes et aux sensibilités des personnes qui contribuent elles aussi à déterminer ce futur.

En ce qui concerne la place et la valeur du travail dans la société du XXI<sup>ème</sup> siècle, utopistes et futurologues sont partagés. Certains le voient diminuer considérablement, voire disparaître; d’autres, au contraire, qui ne considèrent pas le travail comme une valeur contingente, insistent sur sa valeur de lieu d’échange et de socialisation, liée à la conscience politique.

Le travail concernera la population active d’une humanité de 6 à 7 milliards de personnes entre l’an 2000 et l’an 2020. Sociétés pré-industrielles, industrielles, post-industrielles et “post-services”, continueront à coexister en étroite relation, les unes influençant les autres. Mais les transformations des modes de production seront accélérées, et retardées, par des dynamiques complexes qui sont difficiles à prévoir, comme l’histoire nous l’a enseigné au XX<sup>ème</sup> siècle: révolution soviétique, révolution chinoise, décolonisation, révolution informatique.....

Les profils et les conditions existentiels des travailleurs seront multiples: travailleurs salariés, précaires, chômeurs, atypiques, à temps partiel, auto-employés, etc. Il n’y aura plus de lieux privilégiés pour le travail, ni de temps rigides. Entreprises ouvertes, entreprises réseaux, entreprises virtuelles, entreprises apprenantes, entreprises fondées sur la connaissance, peuvent revaloriser la contribution humaine au travail, mais pour une partie limitée des travailleurs.

Le travail exploité, les qualifications non reconnues et non valorisées des jeunes, le chômage, les services médicaux et sociaux non rendus par “manque d’effectifs” seront à l’origine de mouvements sociaux générateurs de “travail”. La société en réseaux décompose et engendre les solidarités humaines et sociales.

La concentration des pouvoirs financiers pourra détourner les objectifs du développement,

des politiques du travail et de la recherche fondamentale et appliquée, avec implications sur l'occupation, mais des résistances croissantes sont à prévoir à cette concentration, étant donné la magnitude des intérêts en jeu.

Les consommateurs par des décisions individuelles et collectives contribuent à orienter le travail dans ses contenus et dans son organisation, attentifs à la dialectique entre la délocalisation de la production et une reprise de la production locale. "Les consommateurs sont une composante significative du monde du travail. En Inde, la représentation formelle du monde du travail (entrepreneurs, syndicats, gouvernement) ne représente que 12% de la population."

La "marchandisation" de la nature semblera n'avoir pas de limites: "Le corps humain au détail peut devenir une marchandise". Mais un impressionnant travail politique se développera pour arrêter cette folie humaine.

### **Scénarios**

Un laissez-faire de la loi du marché (et les tendances sont déjà visibles), verra: dans les pays industrialisés: la diminution du salariat, l'accroissement des travailleurs indépendants dans une économie formelle et informelle, de forts mouvements migratoires, l'accroissement du temps de non-travail (chômage, loisirs, études, formation, etc.), les métissages (biologiques, sociaux, productifs); dans les nouveaux pays industriels: l'accroissement du salariat, accompagné par une accélération de l'économie informelle en milieu urbain et péri-urbain. C'est surtout dans ces pays qu'il y aura cohabitation du travail pré-industriel, industriel et post-industriel, et une forte poussée de la formation technique et professionnelle; dans les pays en développement, le dumping du prix des matières premières continuant, peu de capitaux seront investis dans ces pays. La réponse au manque d'emplois dans l'administration, la production industrielle et les services conduira au développement du travail informel.

Si la progression du développement reste linéaire, le travail dans la contrainte augmentera: prisonniers, jeunes et adultes militarisés, réfugiés, travailleurs migrants forcés, représenteront un pourcentage significatif des travailleurs. Le travail des enfants pourra s'accroître, ainsi que le chômage.

On peut imaginer un autre scénario, où le social prendrait le pas sur le marché. Dans les nouveaux pays industrialisés, en Amérique latine et en Asie, se développeront des mouvements sociaux significatifs, les travailleurs demandant un partage plus équitable des revenus, la création d'emplois correspondant à leurs qualifications, une protection sociale accrue. Dans les pays industrialisés, on verra peut-être la lutte traditionnelle pour le maintien ou l'augmentation des salaires s'accompagner d'une demande de meilleure qualité de vie sur le lieu de travail et dans la ville-ou la campagne.

"Le métabolisme excessif des pays industrialisés ne laisse pas au Sud le potentiel écologique (matière premières et capacités naturelles) dont il aurait besoin pour accéder au même type de développement" Le dépassement des limites écologiques dans l'utilisation de la bio-masse, prévu dans les années à venir par le seul effet de la croissance démographique et l'élévation des températures avec sécheresses et inondations, est un des aspects des

dramas écologiques à prévoir si le modèle actuel de développement est retenu.

“Les traits caractéristiques de l’emploi dans les pays en développement... sont le chômage, le sous-emploi, l’exode rural”, lesquels iront en s’accroissant, avec un manque d’emplois dans le Sud, et peut-être un manque de “travailleurs” dans le Nord où certains “jeunes retraités” auront souvent deux emplois.

Les scénarios alternatifs de la progression linéaire du projet de développement dominant seront économiques, écologiques et sociaux, en tenant compte que “les deux décennies autour de l’année 2000 seront aussi sans doute celles qui auront connu la plus forte augmentation de population de toute l’histoire humaine”. En 2030, six habitants de la planète sur sept habiteront dans les pays du Sud, ainsi que 80% de la population urbaine. D’ici à 2030, il y aura un millier de villes de plus de 3 millions d’habitants avec une population urbaine mondiale quinze fois supérieure à celle de 1950.

Chômage et difficulté d’accès à l’emploi de la population féminine vont s’accroître. Pour L. Cheng, “L’émigration des femmes continuera ainsi que leur fragilité salariale.” Mais en même temps, il est possible que de nouvelles formes de résistance se développent en coopération avec les travailleuses autochtones.

Dans les pays du Sud “la conscience de la crise mobilise les classes défavorisées et les classes moyennes qui ne croient plus aux projets de développement ni à leurs présentations à-travers les médias”. Une partie des classes moyennes, les classes défavorisées, certains pays du Sud seront actifs peut-être dans la résistance au “processus réel de marchandisation et de capitalisation de la nature, du travail et des infrastructures”.

Il apparaît, à travers ces scénarios, que la division entre pays industrialisés, nouveaux pays industriels et pays en développement sera marquée par de grandes contradictions. Le Nord pourra tirer les leçons des expériences du Sud en matière de travail informel, indépendant, d’autoproduction. Les nouvelles technologies de l’information, appliquées à la production, pourraient permettre la communication entre les différents systèmes productifs du Nord et du Sud, ou les rendre encore plus difficiles.

Le travail politique est peut-être l’espoir pour les pays les plus exploités, “car il n’y a pas d’action politique valable sans pensée politique, sans idéologie politique.

Il est temps, en somme, de réhabiliter la politique qui doit cesser d’être un art de manipulation et de concurrence pour devenir une véritable science de construction de nouvelles solidarités humaines, fondée sur la prise en compte des faits et des réalités concrètes”.

Ceci est d’autant plus nécessaire que certaines prévisions assurent que, dans les années 20 du prochain millénaire, 20% de la population sera en mesure d’assurer l’ensemble de l’économie mondiale.

### **Mouvements sociaux et Etats**

Le désir et l’insatisfaction, l’action individuelle et collective, la révolte et l’intégration sont à la base de l’évolution du travail et de la culture. L’exploitation des travailleurs a créé, au XIX<sup>ème</sup> et au XX<sup>ème</sup> siècles, dans un certain nombre de pays, les syndicats et les systèmes de sécurité sociale. Les luttes menées par les travailleurs se sont traduites, dans le temps,

par des acquis sociaux non négligeables.

A l'heure actuelle, de nombreux travailleurs et cadres expérimentent une dégradation de leurs conditions de travail: la pression de la hiérarchie, la mise en place de systèmes de communication chargés de diffuser la pensée des directions, la multiplication des contrôles et évaluations, le climat de concurrence entretenu non seulement avec les entreprises rivales mais encore à l'intérieur des services de l'entreprise et entre les personnes qui y travaillent, tout cela, ajouté au chantage, aux sanctions ou au licenciement, a alourdi le climat du travail. Le renouvellement très rapide des thèmes et méthodes de gestion de l'entreprise traduit le sentiment de malaise que ressentent nombre de cadres supérieurs eux-mêmes.

Des politiques de l'emploi au niveau local, national et international, qui contribuent à pénaliser les publics les plus défavorisés, accentuent les clivages et séparent encore davantage travail et socialisation.

Les oppositions entre travail manuel et travail intellectuel, entre travail et socialisation, n'ont pas totalement disparues, mais elles sont dépassées dans certaines aires de production, parce que le travail intellectuel et la socialisation (qui ne sera plus séparée du travail) vont devenir des nécessités pour une partie importante de ceux qui œuvreront dans la société post-industrielle.

Réduction des heures de travail, rotation des tâches, partage du travail, recherche de nouvelles identités pour le travail, travailleurs-sujets et non travailleurs-objets, intégration entre travailleurs sans emploi, avec emploi, et travailleurs précaires vont concerner directement l'organisation du travail.

"La lutte pour la réduction de la journée de travail et la rotation des tâches n'est pas seulement une lutte pour combattre le chômage mais pour avancer dans la construction d'un modèle de vie alternatif, commun au Sud et au Nord, pour les femmes et les hommes et pour un modèle socio-économique qui pose l'économie au service des personnes et non pas l'inverse". Par rapport à l'idée que l'on se fait de la nature même du travail, il est temps de se persuader que "le refus, voire la condamnation de tout travail de caractère ludique ( c'est-à-dire improductif ), face à la crise industrielle, sont des notions qui ont fait leur temps".

De nos jours, quelles luttes, quelles propositions et quelles alternatives?

Des mouvements sociaux pourraient naître pour garantir autonomie et qualité du travail à l'ensemble de la population, et non plus seulement aux îlots qui ont déjà atteint satisfaction, autonomie et vrai plaisir dans le travail. Les philosophes d'Athènes sont plus nombreux que par le passé, mais les esclaves aussi. Une société de la connaissance ne peut se permettre cet *apartheid* au XXIème siècle.

Si les nouvelles technologies peuvent contribuer à créer de nouvelles autonomies dans la sphère individuelle comme dans la sphère collective, elles peuvent également créer de nouvelles dépendances ou des exclusions. Par exemple, le langage électronique des ordinateurs, la monolangue anglo-saxonne vont, à la fois, faciliter la communication, et en même temps créer de nouveaux exclus.

Les usagers, mieux informés et responsabilisés, pourraient être un des moteurs du changement structurel du travail s'ils passent de la situation d'objets à celle de partenaires.

Les usagers peuvent contribuer à changer la nature du travail, grâce à leurs objectifs et à leur sensibilité à ce qui touche à l'écologie, aux drames de catastrophes à anticiper, à la santé, à la qualité de la vie, au désir de bonheur et d'identité.

Le non-travail et le travail, sources de souffrance, lorsqu'ils sont contraignants et aliénants, continueront à exister et à coexister, même dans la société informationnelle, si les rapports de force dans les relations internationales et entre les classes sociales ne sont pas modifiés. Un travail concret, qui répond aux besoins sociaux insatisfaits avec des dimensions territoriales précises se révélera nécessaire. "Le chômage de masse et la masse des besoins sociaux insatisfaits sont les deux grandes faillites du marché que le marché lui-même ne peut pas résoudre."

Le "moins d'Etat" (credo des années 80 et 90) ne sera peut-être plus proclamé par personne ni dans l'univers progressiste ni dans l'univers conservateur. Il sera moins impliqué dans la production, mais il restera toutefois déterminant pour les politiques du travail.

Dans le Nord comme dans le Sud, les Etats vont jouer un rôle important dans le futur du travail, même si le dépassement, par certains pays, de la société industrielle implique aussi une crise de l'Etat qui correspond à cette société.

Il s'agira d'un Etat présent, notamment, dans la promotion de politiques du travail, de la formation, de l'information, des services publics, de l'articulation du temps de travail, en assurant une recherche permanente sur l'évolution du travail, dans un enseignement et une formation garantissant les compétences techniques, sociales, culturelles, humaines, communicationnelles, indispensables.

Economie d'état, économie privée? Encore une fois la pensée complexe se révèle nécessaire. Par exemple, en Pologne, les aspirations des travailleurs à monter leurs propres entreprises sont très fortes. Celles-ci s'accompagnent d'un refus croissant de la privatisation en cours des entreprises d'état. Ils ont une forte aversion pour les emplois dans les entreprises privées et, à défaut de pouvoir être leurs propres patrons, ils portent un regard plutôt favorable vers les entreprises publiques, ou vers toutes autres formes de propriété comportant une forte participation des travailleurs.

### **Tendances**

De nouveaux paradigmes sont à prévoir dans le travail, la formation, le loisir et les nouvelles solidarités ainsi que leurs relations réciproques. Insister sur les anciens ne sera pas une réponse aux nouveaux problèmes du travail, rare et envahissant en même temps. En effet, éducation, travail, vie personnelle auront des relations étroites et imbriquées, les frontières s'estompant, la crise identitaire pourra renforcer les liens sociaux, choisis ou même imposés. Les rôles des formateurs et des formés seront souvent interchangeables. Travail sans frontières, en restant aussi dans sa maison, et redécouverte du travail dans son propre environnement, avec multiplication des liens sociaux et professionnels, souvent très fragilisés, seront les nouvelles modalités et contradictions de la production au XXIème siècle.

Les années à venir seront caractérisées par de grands courants migratoires du Sud au Nord, de l'Est à l'Ouest et du Sud au Sud. Ce seront peut-être des centaines de millions de

travailleurs migrants, à l'intérieur de leurs pays et à l'extérieur, qui parcoureront la planète à la recherche de travail-auxquels s'ajouteront des millions de réfugiés. Une grande partie de ces migrants sera composée de travailleurs qualifiés, voire hautement qualifiés.

Les prochaines décennies verront l'augmentation du nombre et du volume des villes, notamment dans l'hémisphère sud, au détriment des campagnes. Le secteur informel se développera comme réponse au manque d'emplois.

L'automatisation du travail de bureau et les entreprises virtuelles, résultat de la révolution informatique, amèneront à des chutes impressionnantes de l'occupation dans tous les secteurs traditionnels de la production. Notamment, "le passage d'une société post-industrielle à une société "post-services" est à prévoir, où l'emploi dans les services déclinera rapidement du fait de l'introduction d'une technologie miniaturisée, sophistiquée et à bas coût".

Moins d'occupations pour les travailleurs non-qualifiés et davantage de compétitivité dans les pays du Nord et dans certains des nouveaux pays industrialisés, signifie pour la majorité des pays du Sud moins d'occupations en raison des difficultés à être compétitif dans le marché global, sont des tendances à prévoir. L'emploi stable ne sera plus la norme. Les travailleurs indépendants se multiplieront: "salariés" sans salaires, salariés sans patrons: liberté ou nouvelle exploitation? A part la progressive réduction des effectifs dans les secteurs industriel et agricole, il y aura une transformation du secteur des services: services aux entreprises, et services aux personnes seront des activités en progression.

Formation-éducation, information et organisation du travail seront parmi les principales activités productives du XXIème siècle. La formation ne sera plus seulement parallèle à la production, ou préparatoire à celle-ci. Elle sera au centre de la production et s'adressera à ceux qui travaillent dans l'entreprise, à ceux qui sont externalisés et à ceux qui, dans l'économie informelle, sont indépendants. Les temps de formation ne seront plus réduits à certaines périodes de la vie: elles s'étaleront de la petite enfance à la retraite. Hommes et femmes, par choix ou par nécessité, continueront à apprendre. La formation deviendra un produit important du marché.

### **Propositions**

La futurologie du travail demande de l'imagination. L'Histoire nous enseigne que personne, en France, n'aurait imaginé, en 1848, que le temps de travail passerait de 84 heures par semaine à 39 heures en 1981, et peut-être à 35 heures à la fin du XXème siècle.

Dans les sociétés du futur, les temps de travail et de non-travail ne seront plus aussi séparés qu'ils l'étaient dans la société industrielle. Travail, formations en permanence, revenus de citoyenneté pour tous, temps de non-travail vont peut-être constituer une continuité qui réintégrera le citoyen et le travailleur dans de nouveaux statuts et de nouvelles identités.

D'inépuisables gisements d'emplois seront ouverts dans le Sud par la construction d'infrastructures destinées: a) à la communication; b) à l'aménagement du sol et à l'approvisionnement en eau (en 2050, en l'absence d'une nouvelle politique de l'eau, deux tiers des habitants de la terre en manqueront); c) au logement et à la santé (l'alternative serait de continuer à mourir des suites de maladies pour lesquelles on dispose déjà d'un

traitement).

Les luttes pour les salaires et les revenus, menées par ceux qui auront un emploi et ceux qui n'en auront pas, vont continuer, mais elles seront associées aux luttes pour le respect écologique du milieu de travail et de résidence, et pour une inclusion sociale qui dépasse le salaire ou le revenu garanti.

Une poussée démographique exponentielle incite à mener une réflexion sérieuse sur une répartition des richesses plus équilibrée: Revenus garantis, bien au-delà du revenu minimum d'exister - et cela pour les sans-travail, aussi. Réduction des heures de travail. Rotation des tâches. Abolition du travail des enfants. Partage des revenus de la production. Parité de chances pour les femmes. Dépassement de l'aliénation du travail. Création de travail pour garantir les infrastructures nécessaires à l'ensemble de la population mondiale. Régulation de l'économie, sur la planète, par des structures politiques et économiques publiques au niveau terrien.

Tels sont aujourd'hui, quelques uns des thèmes de recherche et d'action des nouveaux prophètes, des utopistes - et des gens de la rue.

Mais, la résolution du problème du travail ne peut pas faire l'impasse de la solution des relations entre le Nord et le Sud, "une résolution qui ne pourra avoir lieu seulement sur un plan culturel, elle devra avant tout mettre en question l'ordre économique international".

Economie mais imagination aussi, comme nous y invite Gabriel Garcia Marquez "N'espérez rien du XXIème siècle. C'est lui qui a tout à espérer de vous. Ce siècle ne sortira pas tout fait de l'usine, au contraire, il est là prêt à être forgé par vous, à notre image et comme nous aimerions qu'il soit. Le futur ne sera lumineux et nôtre qu'à la mesure dont nous l'aurons imaginé."